

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**SOMMAIRE**

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1084</b>
<b>CABINET .....</b>	<b>1084</b>
<b>BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES .....</b>	<b>1084</b>
ARRÊTÉ DÉCERNANT LA MÉDAILLE D'HONNEUR DES SAPEURS-POMPIERS AUX SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS ET SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES AYANT FAIT PREUVE DE DÉVOUEMENT .....	1084
ARRÊTÉ DÉCERNANT LA MÉDAILLE D'HONNEUR AGRICOLE .....	1086
<b>SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE .....</b>	<b>1088</b>
ARRÊTÉ N°185/2006/SIDPC MODIFICATIF DE L'ANNEXE DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°1 DU 17 FÉVRIER 2006 RELATIF À L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS .....	1088
ARRÊTÉ N°186/2006/SIDPC DU 8 AOÛT 2006 RELATIF À L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS .....	1088
ARRÊTÉ N°187/2006/SIDPC DU 8 AOÛT 2006 RELATIF À L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS .....	1088
ARRÊTÉ N°188/2006/SIDPC DU 8 AOÛT 2006 RELATIF À L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS .....	1089
ARRÊTÉ N°189/2006/SIDPC DU 8 AOÛT 2006 RELATIF À L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS .....	1089
ARRÊTÉ N°190/2006/SIDPC DU 8 AOÛT 2006 RELATIF À L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS .....	1089
ARRÊTÉ N°191/2006/SIDPC DU 8 AOÛT 2006 RELATIF À L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS .....	1090
<b>DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES .....</b>	<b>1090</b>
<b>BUREAU DES RÉGLEMENTATIONS .....</b>	<b>1090</b>
ARRÊTÉ PORTANT CLASSEMENT D'UN RESTAURANT DANS LA CATÉGORIE « RESTAURANT DE TOURISME » .....	1090
ARRÊTÉ PORTANT CLASSEMENT D'UN RESTAURANT DANS LA CATÉGORIE « RESTAURANT DE TOURISME » .....	1090
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES .....</b>	<b>1091</b>
<b>BUREAU DES CONCOURS FINANCIERS ET DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE .....</b>	<b>1091</b>
ARRÊTÉ DE NOMINATION D'UN RÉGISSEUR D'ÉTAT AUPRÈS DE LA POLICE MUNICIPALE DE JARVILLE-LA-MALGRANGE .....	1091
<b>BUREAU DU CONSEIL, DE L'INTERCOMMUNALITÉ ET DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ .....</b>	<b>1091</b>
ARRÊTÉ AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GRAND VALMON DANS LE CADRE DE LA DÉFINITION DE L'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE .....	1091
ARRÊTÉ AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE PONT-À-MOUSSON .....	1091
ARRÊTÉ AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BASSIN DE POMPEY .....	1092
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES PAYS DU SEL ET DU VERMOIS .....	1095
<b>DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES .....</b>	<b>1096</b>
<b>BUREAU DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>1096</b>
COMMUNE DE JARNY : ARRÊTÉ MODIFIANT L'ARRÊTÉ DE DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DU 8 AOÛT 2006 : EXPROPRIATION DE LA PARCELLE AL 42 EN VUE DE LA RÉALISATION D'UN LOTISSEMENT .....	1097
<b>BUREAU DU MANAGEMENT STRATÉGIQUE DES SERVICES DE L'ÉTAT ET DES AFFAIRES FINANCIÈRES .....</b>	<b>1097</b>
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL – DÉLÉGATION DE POUVOIRS À MONSIEUR GÉRARD MULLER, CHEF DU SERVICE COMMERCIAL DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS .....	1097
DÉLÉGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHÉS - COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGÉES DE DONNER UN AVIS SUR LES CANDIDATURES ET SUR LES OFFRES DANS LE CADRE DU MARCHÉ DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE RÉPARATIONS ET DE PETITS TRAVAUX NEUFS À LA PRÉFECTURE ET DANS LES SOUS PRÉFECTURES - ARRÊTÉ MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 17 JUILLET 2006 .....	1097
DÉLÉGATION DE SIGNATURE OSD 0603 DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE À MONSIEUR LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT – ARRÊTÉ COMPLÉTANT L'ARRÊTÉ OSD 0502 DU 9 JANVIER 2006 .....	1097
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>1098</b>
ARRÊTÉ AUTORISANT LA MODIFICATION DES COMPÉTENCES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES DEUX RIVIÈRES DANS LE CADRE DE LA DÉFINITION DE L'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE .....	1098
<b>SERVICES DECONCENTRÉS DE L'ÉTAT .....</b>	<b>1098</b>
<b>DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>1098</b>
ARRÊTÉ S.G.A.R. N° 2006 – 351 EN DATE DU 22 AOÛT 2006 PORTANT APPROBATION DES STATUTS ET ENREGISTREMENT DE LA CAISSE DU RÉGIME SOCIAL DES INDÉPENDANTS (R.S.I.) DE LORRAINE .....	1098
<b>AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>1099</b>
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/94 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/16 DU 24 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU CENTRE PSYCHOTHÉRAPIQUE DE NANCY POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0000 056 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0014 073 .....	1099
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/95 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/17 DU 24 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0000 114 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 312 .....	1099
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/96 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/18 DU 24 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU CENTRE DE MOYEN SÉJOUR DE FAULX POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0000 262 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 544 .....	1100
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/97 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/19 DU 24 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS À LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE DE FLAVIGNY POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0006 707 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 585 .....	1100
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/98 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/20 DU 24 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0006 707 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 668 .....	1100
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/99 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/21 DU 24 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU CENTRE SANITAIRE « LES RIVES DU CHÂTEAU » À BLÂMONT POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 75 0721 334 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 726 .....	1101
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/100 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/22 DU 24 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS À L'ASSOCIATION HOSPITALIÈRE SAINT-ÉLOI DE NEUVES-MAISONS POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0000 437 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 858 .....	1101

ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/101 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/23 DU 24 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU C.O.C.E.E. DE FLAVIGNY POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0006 707 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 973 .....	1102
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/102 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/24 DU 24 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS À L'HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0003 399 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 270 .....	1102
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/103 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/25 DU 24 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS À L'INSTITUT RÉGIONAL DE RÉADAPTATION POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0019 726 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0009 701 .....	1102
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/104 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/26 DU 24 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS À L'HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTÉ POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0019 007 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 148 .....	1103
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/105 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/29 DU 27 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS À LA MATERNITÉ RÉGIONALE POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0000 031 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 015 .....	1103
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/106 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/30 DU 27 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0000 049 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 023 .....	1104
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/107 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/31 DU 27 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS À LA MAISON HOSPITALIÈRE DE BACCARAT POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0014 081 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 072 .....	1104
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/108 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/32 DU 27 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 000 080 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 000 155 .....	1104
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/109 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/33 DU 27 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT À MOUSSON POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0000 106 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 296 .....	1105
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/110 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/34 DU 27 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS À LA MAISON HOSPITALIÈRE SAINT-CHARLES POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0000 122 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 395 .....	1105
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/111 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/35 DU 27 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0000 767 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0001 070 .....	1106
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/112 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/36 DU 27 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS À L'ASSOCIATION HOSPITALIÈRE DU BASSIN DE LONGWY POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0000 866 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0001 096 .....	1106
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/113 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/37 DU 27 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS À L'ASSOCIATION HOSPITALIÈRE DE JOEUF POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0000 882 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0001 104 .....	1106
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/114 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/38 DU 27 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU CENTRE ALEXIS VAUTRIN À VANDOEUVRE POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0003 019 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0001 286 .....	1107
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/115 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/39 DU 27 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY POUR L'EXERCICE 2006 N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 002 078 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 001 138 .....	1107
ARRÊTÉ ARH-DDASS 54 N° 06/116 DU 8 AOÛT 2006 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 06/40 DU 27 MARS 2006 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSÉS AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCÉEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.) POUR L'EXERCICE 2006 - N° FINESS DE L'ENTITÉ JURIDIQUE : 54 0020 112 - N° FINESS DE L'ÉTABLISSEMENT : 54 0000 163 .....	1108
ARRÊTÉ N° 30/2006 DU 15 JUIN 2006 PORTANT DÉSIGNATION DES MEMBRES DE L'OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES MÉDICAMENTS, DES DISPOSITIFS MÉDICAUX ET DES INNOVATIONS THÉRAPEUTIQUES (OMEDIT) .....	1108
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>1109</b>
ARRÊTÉ 2006-1.54.7 PORTANT AGRÈMENT SIMPLE D'UN ORGANISME DE SERVICES À LA PERSONNE .....	1109
ARRÊTÉ 2006-1.54.9 PORTANT AGRÈMENT SIMPLE D'UN ORGANISME DE SERVICES À LA PERSONNE .....	1109
<b>DIRECTION RÉGIONALE ET DÉPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS .....</b>	<b>1110</b>
<b>AFFAIRES DÉPARTEMENTALES .....</b>	<b>1110</b>
ARRÊTÉ D'AGRÈMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE .....	1110
ARRÊTÉ D'AGRÈMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE .....	1110
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>1111</b>
<b>CABINET (SECRETARIAT) .....</b>	<b>1111</b>
ARRÊTÉ N° 2006/003/DDE/CAB CONSTATANT LA CRÉATION DU PÉRIMÈTRE DE TRANSPORTS URBAINS DU SYNDICAT DES TRANSPORTS DE L'AGGLOMÉRATION TOULOISE .....	1111
<b>SERVICE DE L'HABITAT – ANALYSE FINANCIÈRE .....</b>	<b>1111</b>
ARRÊTÉ MODIFIANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OPAC DE NANCY .....	1111
<b>AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT .....</b>	<b>1111</b>
<b>DÉLEGATION LOCALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1111</b>
DÉCISION N°2006.01 – DÉLÉGATION DE SIGNATURE .....	1111
<b>AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI .....</b>	<b>1112</b>
<b>DIRECTION DÉLÉGUÉE MEURTHE-ET-MOSELLE SUD .....</b>	<b>1112</b>
DÉCISION .....	1112
<b>CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY .....</b>	<b>1112</b>
<b>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>1112</b>
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN MASSEUR-KINÉSITHÉRAPEUTE DE CLASSE NORMALE .....	1112

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

**Arrêté décernant la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers aux sapeurs-pompiers professionnels et sapeurs-pompiers volontaires ayant fait preuve de dévouement**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1073 du 11 septembre 1962, fixant les conditions d'attribution de la Médaille d'Honneur des Sapeurs-Pompiers,  
VU le décret n° 68-1055 du 29 novembre 1968 portant déconcentration en matière d'attribution de la Médaille d'Honneur des Sapeurs-Pompiers,  
VU le chapitre III du décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des Sapeurs-Pompiers professionnels et fixant les conditions d'attribution de la Médaille d'Honneur des Sapeurs-Pompiers professionnels,  
VU le décret 2000-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, À l'occasion de la promotion du 14 juillet 2006,  
Sur proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet,

## A R R Ê T E

Article 1 : La médaille d'honneur est décernée aux Sapeurs-Pompiers professionnels, dont les noms suivent, qui ont constamment fait preuve de dévouement :

**Médaille d'ARGENT**

- Monsieur AUBURTIN Joël  
Sergent, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY, 54000 NANCY - demeurant à PULNOY
- Monsieur BARON Laurent  
Caporal, CENTRE DE SECOURS DE TOUL, 54200 TOUL - demeurant à NANCY
- Monsieur BOURGUIGNON Bertrand  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY, 54000 NANCY - demeurant à SAULXURES-LES-NANCY
- Monsieur CHARETTE Hervé  
Adjudant, CENTRE DE SECOURS DE TOUL, 54200 TOUL - demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur CHEVILLION Vincent  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY, 54000 NANCY - demeurant à VILLE-EN-VERMOIS
- Monsieur DE-SANTIS Fabrice  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE TOUL, 54200 TOUL - demeurant à TOUL
- Monsieur HAINOT Christophe  
Adjudant, CENTRE DE SECOURS DE TOUL, 54200 TOUL - demeurant à RICHARDMENIL
- Monsieur MAGNOLINI Francis  
Lieutenant, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY, 54000 NANCY - demeurant à NANCY
- Monsieur MEGLIOLI Michel  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE PONT-A-MOUSSON, 54700 PONT-A-MOUSSON - demeurant à PONT-A-MOUSSON

**Médaille de VERMEIL**

- Monsieur RENAULT Jacques  
Sergent, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY, 54000 NANCY - demeurant à LAXOU
  - Monsieur SCHOTT Dominique  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE TOUL, 54200 TOUL - demeurant à TOUL
- Médaille d'OR**
- Monsieur COLSON André  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE LUNEVILLE, 54300 LUNEVILLE - demeurant à LUNEVILLE
  - Monsieur DELAHAYE François  
Major, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY, 54000 NANCY - demeurant à SEICHAMPS
  - Monsieur DURESNE Dominique  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY, 54000 NANCY - demeurant à REMEREVILLE
  - Monsieur MARIN Gilbert  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY, 54000 NANCY - demeurant à TOMBLAINE
  - Monsieur MOTTES Alain  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY, 54000 NANCY - demeurant à TOMBLAINE

Article 2 : La médaille d'honneur est décernée aux Sapeurs-Pompiers volontaires, dont les noms suivent, qui ont constamment fait preuve de dévouement :

**Médaille d'OR**

- Monsieur BONTEMPS Joël  
Sapeur 1ère classe, CENTRE DE SECOURS DE AZERAILLES, 54122 AZERAILLES - demeurant à AZERAILLES
- Monsieur BORELLA Gérard  
Sapeur 1ère classe, CENTRE DE SECOURS DE AVRICOURT, 54450 AVRICOURT - demeurant à AVRICOURT
- Monsieur FROMENT Alain  
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS DU VAL DE L ORNE - demeurant à AUBOUÉ
- Monsieur RIBEIRO Jacques  
Sapeur 1ère classe, CENTRE DE SECOURS DE BADONVILLER, 54540 BADONVILLER - demeurant à BADONVILLER
- Monsieur SALMON François  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE AVRICOURT, 54450 AVRICOURT - demeurant à AVRICOURT
- Monsieur TROUILLET Max  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE COLOMBEY-LES-BELLES, 54170 COLOMBEY-LES-BELLES - demeurant à COLOMBEY-LES-BELLES

**Médaille d'ARGENT**

- Monsieur BATTAGLIA Maxime  
Médecin Capitaine, CENTRE DE SECOURS DE BACCARAT, 54120 BACCARAT - demeurant à BACCARAT
- Monsieur CHABEAUX Dominique  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE PONT-A-MOUSSON, 54700 PONT-A-MOUSSON - demeurant à JEZAINVILLE
- Monsieur DEMANGE Eric  
Sergent, CENTRE DE SECOURS DE MARS-LA-TOUR, 54800 MARS-LA-TOUR - demeurant à MARS-LA-TOUR
- Monsieur DENIS Gilles  
Lieutenant, CENTRE DE SECOURS DU VAL DE L ORNE - demeurant à BATILLY
- Monsieur DOMANGE Lionel  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE PIENNES, 54490 PIENNES - demeurant à JOUDREVILLE
- Monsieur DULAY Eric  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE VANDIERES, 54121 VANDIERES - demeurant à VANDIERES
- Monsieur DUREN Hervé  
Sergent-Chef, CORPS DE SAPEURS-POMPIERS, 54780 GIRAUMONT - demeurant à GIRAUMONT
- Monsieur FIGELJ Marco  
Caporal-Chef, CORPS DE SAPEURS-POMPIERS, 54780 GIRAUMONT - demeurant à GIRAUMONT
- Mademoiselle FOINANT Sabine  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE BLAMONT, 54450 BLAMONT - demeurant à BLAMONT
- Monsieur GUILLAUME Patrick  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE HAROUÉ, 54740 HAROUÉ - demeurant à TANTONVILLE
- Monsieur HUBERT Denis  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE PONT-A-MOUSSON, 54700 PONT-A-MOUSSON - demeurant à BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
- Monsieur JOUAVILLE Patrice  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE PONT-A-MOUSSON, 54700 PONT-A-MOUSSON - demeurant à ATTON
- Monsieur LAINE Denis  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE HARAUCOURT, 54110 HARAUCOURT - demeurant à HARAUCOURT
- Monsieur LESPRIOT Thierry  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE BACCARAT, 54120 BACCARAT - demeurant à DENEUVRE
- Monsieur MAILLARD Dominique  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE TOUL, 54200 TOUL - demeurant à DOMGERMAIN
- Monsieur MALTON Francis  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE NEUVES-MAISONS, 54230 NEUVES-MAISONS - demeurant à MAIZIERES
- Monsieur MUEL Bruno  
Sergent, CENTRE DE SECOURS DE CHARENCEY-VEZIN, 54260 CHARENCEY-VEZIN - demeurant à CHARENCEY-VEZIN
- Monsieur VIAL Gérald  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE LUNEVILLE, 54300 LUNEVILLE - demeurant à JOLIVET

**Médaille de VERMEIL**

- Monsieur EPPE Francis  
Sergent, CENTRE DE SECOURS DE CIREY-SUR-VEZOUZE, 54480 CIREY-SUR-VEZOUZE - demeurant à CIREY-SUR-VEZOUZE

- Monsieur EUSTACHE Gérard  
Sapeur 1ère classe, CENTRE DE SECOURS DE VEZELISE, 54330 VEZELISE - demeurant à OMELMONT
- Monsieur GIRARDOT Philippe  
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS DE BADONVILLER, 54540 BADONVILLER - demeurant à BADONVILLER
- Monsieur GODEFROY Gabriel  
Adjudant, CENTRE DE SECOURS DU VAL DE SEILLE - demeurant à MOIVRONS
- Monsieur KLEIN Francis  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE CHENEVIÈRES, 54122 CHENEVIÈRES - demeurant à CHENEVIÈRES
- Monsieur KOWALYK Michel  
Sergent-Chef, CORPS DE SAPEURS-POMPIERS, 54780 GIRAUMONT - demeurant à GIRAUMONT
- Monsieur MAFFEIS Patrick  
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS DE PONT-A-MOUSSON, 54700 PONT-A-MOUSSON - demeurant à MONTAUVILLE
- Monsieur MICHELIX Bruno  
Caporal, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY, 54000 NANCY - demeurant à TOMBLAINE

Article 3 : Le secrétaire général et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 12 juillet 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### Arrêté décernant la médaille d'honneur agricole

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret du 17 juin 1890 instituant la médaille d'honneur agricole ;  
VU le décret 76-422 du 10 mai 1976 relatif à la médaille d'honneur agricole ;  
VU l'arrêté du 08 juillet 1976 portant délégation de pouvoirs aux préfets ;  
VU le décret 84-1110 du 11 décembre 1984 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur agricole ;  
VU le décret 2000-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
A l'occasion de la promotion du 14 juillet 2006 ;  
Sur proposition de Monsieur le directeur de cabinet,

#### A R R Ê T E

Article 1 : La médaille d'honneur agricole ARGENT est décernée à :

- Monsieur BOILEAU Patrick,  
Conducteur de silo, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à BENNEY
- Madame CHAPAT Clarisse née THOUVENIN  
Chef de caisse, LORRAINE AGRICOLE DISTRIBUTION, LAXOU (Agence de TOUL) - demeurant à TOUL
- Monsieur CHONÉ François  
Conducteur de silo, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à FAVIÈRES
- Monsieur CZADER Bruno  
Magasinier pièces détachées, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à SEXEY-LES-BOIS
- Monsieur DOYEN André  
Conducteur de véhicule, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à AGINCOURT
- Madame FILIOL Florence  
Analyste animatrice, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à NANCY
- Monsieur HAMM Claude  
Adjoint au responsable de production, EMC2, BRAS-SUR-MEUSE - demeurant à CONFLANS-EN-JARNISY
- Monsieur LALLEMAND Roland  
Conducteur de silo, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à ALLAIN
- Monsieur LE MANER François  
Ingénieur informaticien, CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES, ÉPINAL - demeurant à LAXOU
- Monsieur LEHEU Bruno  
Chef d'atelier, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON
- Madame NIVOLET Chantal née VALETTE  
Ouvrière de fabrication, FROMAGERIES RICHES MONTS, METZ - demeurant à XAMMES
- Madame PATÉ Nathalie née VALENCE  
Magasinière, EMC2, BRAS-SUR-MEUSE - demeurant à JEANDELIZE
- Monsieur POIRÉ Sylvain  
Magasinier conseil, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Madame POTIER Odile née LAURENT  
Technicienne, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE - demeurant à ROVILLE-DEVANT-BAYON
- Monsieur SCHAD Rémi  
Mécanicien agricole, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à MILLERY
- Madame SIMON Marie-Josée  
Responsable planification, prévision, ordonnancement, FROMAGERIES RICHES MONTS, METZ - demeurant à BEUVILLERS
- Monsieur SIMONIN Christian  
Conseiller vendeur, LORRAINE AGRICOLE DISTRIBUTION, LAXOU (Agence de EINVILLE) - demeurant à SERRES
- Monsieur THIRION Laurent  
Responsable de domaine, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à NANCY
- Madame VAUTRIN Nathalie née HENRION  
Technicienne de banque, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à VANDOEUVRE
- Mademoiselle WEBER Catherine  
Analyste animatrice, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à NANCY
- Madame WEBER Isabelle née VILZ  
Responsable agence de proximité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de FROUARD) - demeurant à LAÏTRE-SOUS-AMANCE

Article 2 : La médaille d'honneur agricole VERMEIL est décernée à :

- Monsieur ANDRÉ Raymond  
Responsable agence de proximité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de VANDOEUVRE) - demeurant à PULNOY
- Monsieur AUBERTIN Jean-Louis  
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à TOUL
- Madame BARDET Annick née THILL  
Responsable agence de proximité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de LONGWY) - demeurant à LONGWY
- Madame BEDNAREK Bénédicte née BUSATO  
Assistante commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de BRIEY) - demeurant à LES-BAROCHES
- Monsieur CAILLET Gilles  
Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à LAXOU
- Monsieur CARO Alain  
Pasteurisateur, COOPÉRATIVE AGRICOLE LAITIÈRE, BLÂMONT - demeurant à AZERAILLES
- Mademoiselle CORDONNIER Nadine  
Responsable du service conditionnement, FROMAGERIES RICHES MONTS, METZ - demeurant à THIAUCOURT-REGNIÉVILLE

- Monsieur DECKER Jean-Paul  
Chauffeur ramasseur, EST LAIT, METZ - demeurant à VILLERS-SOUS-PRÉNY
  - Monsieur DEISS Charles  
Ouvrier fromager, COOPÉRATIVE AGRICOLE LAITIÈRE, BLÂMONT - demeurant à SAINTE-PÔLE
  - Monsieur DICK Benoît  
Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à VANDOEUVRE
  - Monsieur ERNST Jacques  
Conducteur d'appareil, FROMAGERIES RICHES MONTs, METZ - demeurant à WAVILLE
  - Monsieur FORDOXEL Georges  
Directeur d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de STENAY) - demeurant à LONGWY
  - Madame FOREAU Jacqueline née FRANÇOIS  
Assistante commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à PONT-Â-MOUSSON
  - Monsieur FUGER Patrick  
Cadre bancaire, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à LUDRES
  - Monsieur ILLY Michel  
Directeur d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de VANDOEUVRE) - demeurant à MAIXE
  - Monsieur OLRÉY Gérard  
Directeur d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de REMILLY) - demeurant à NANCY
  - Madame OREL Brigitte née MARCO  
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à VELAIN-EN-HAYE
  - Monsieur SCHOUAKER Guy  
Conducteur de véhicule, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à CLÉMERY
  - Monsieur SERVADÉI Denis  
Conseiller de gestion de patrimoine, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de FROUARD) - demeurant à ATTON
  - Monsieur SESMAT Rémi  
Chef d'usine, COOPÉRATIVE AGRICOLE LAITIÈRE, BLÂMONT - demeurant à HERBÉVILLER
  - Madame SIVIGNY Nicole née TREINEN  
Assistante commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de LONGWY) - demeurant à CONS-LA-GRANDVILLE
  - Monsieur SORNETTE Daniel  
Directeur d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de VILLERS-LES-NANCY) - demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
  - Monsieur VAUTRIN Gilbert  
Mécanicien agricole, COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à ATTON
  - Monsieur VOUAUX Michel  
Chef d'usine, COOPÉRATIVE AGRICOLE LAITIÈRE, BLÂMONT - demeurant à MONTIGNY
- Article 3 :** La médaille d'honneur agricole OR est décernée à :
- Monsieur ALBERT Gilles  
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à NANCY
  - Monsieur BOERG Patrick  
Chargé d'activité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à CHARMOIS
  - Monsieur CROSNIER Patrick  
Assistant itinérant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de COLOMBEY) - demeurant à MONT-L'ÉTROIT
  - Madame CULLIER Rita née MARTELLI  
Conseillère professionnels, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de NANCY) - demeurant à EULMONT
  - Monsieur DELVERT Alain  
Responsable de domaine, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à VELAIN-EN-HAYE
  - Madame DIBO Martine née SEHIER  
Analyste animatrice, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à CHAMPIGNEULLES
  - Madame DINSENMEYER Marie Thérèse née CERCELLIER  
Technicienne, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE - demeurant à MALZÉVILLE
  - Madame GIORGI Marie-José née BOMBONI  
Conseillère commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de VILLERUPT) - demeurant à THIL
  - Madame GUIDAT Annick née BESAGNI  
Technicienne de banque, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de VANDOEUVRE) - demeurant à VANDOEUVRE
  - Madame HACQUARD Pascale née JOLLAIN  
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à NANCY
  - Madame LAPRÉE Martine née VUILLEMIN  
Assistante itinérante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de SAINT-NICOLAS-DE-PORT) - demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
  - Monsieur MANGEAT Maurice  
Directeur commercial, COOPÉRATIVE AGRICOLE LAITIÈRE, BLÂMONT - demeurant à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
  - Monsieur MARTIN Philippe  
Technicien de production végétale, EMC2, BRAS-SUR-MEUSE - demeurant à SERROUVILLE
  - Madame MATHIEU Simone  
Responsable d'agence de proximité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de LUNEVILLE) - demeurant à MARAINVILLER
  - Monsieur MONGIN Jean-Louis  
Directeur d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de LONGUYON) - demeurant à LONGUYON
  - Madame PAWLOWSKI Jeanine née NISS  
Technicienne, MSA LORRAINE, VANDOEUVRE - demeurant à VILLE-AU-VAL
  - Monsieur PETITJACQUES Denis  
Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à LUDRES
  - Monsieur PLAÏT Alain  
Attaché de direction, UNION IN VIVO, METZ - demeurant à CONFLANS-EN-JARNISY
  - Madame POISSY Christine née BASTIEN  
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
  - Monsieur ROBERT Francis  
Responsable de domaine, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à NANCY
  - Madame THIÉBAUT Françoise  
Responsable de domaine, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à CHAUDENEY-SUR-MOSELLE
  - Monsieur TONNELIER Michel  
Responsable de domaine, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à RICHARDMÉNIL
  - Madame VERMANDÉ Annie  
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à SAINT-MAX
- Article 4 :** La médaille d'honneur agricole GRAND OR est décernée à :
- Madame DÉLHOMÉNIE Danielle née MICHEL  
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
  - Mademoiselle DROUOT Anne  
Assistante technique commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de TOUL) - demeurant à LAXOU
  - Mademoiselle EVEN Solange  
Assistante direction industrielle, FROMAGERIES RICHES MONTs, METZ - demeurant à JEANDELIZE

- Madame HENRION Danielle née HUSSON  
Responsable services administratifs, FROMAGERIES RICHES MONTS, METZ - demeurant à VILLERS-LA-CHÈVRE  
- Mademoiselle OTAVA Chantal  
Chargée d'activité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à JAILLON  
- Madame REGENT Josiane née LAVERGNE  
Assistante de gestion entreprises, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de NANCY) - demeurant à NANCY  
- Madame REMEN Maryse née GLAUDEL  
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU - demeurant à LUNÉVILLE  
- Madame RENAUDIN Nicole née DILIGENT  
Conseillère commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, LAXOU (Agence de JARNY) - demeurant à CONFLANS-EN-JARNISY

Article 5 : Le secrétaire général et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 12 juillet 2006.

Le Préfet,  
Claude BALAND

---

**SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE**

**Arrêté n°185/2006/SIDPC modificatif de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°1 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27

Vu le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006 prescrivant un plan de prévention des risques prévisibles inondations de la Moselle sur le territoire des communes de Custines et de Frouard ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006 prescrivant un plan de prévention des risques prévisibles inondations de la Moselle sur le territoire des communes de Blénod-les-Pont-à-Mousson et de Pont-à-Mousson ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006 prescrivant un plan de prévention des risques prévisibles inondations de la Moselle sur le territoire des communes de Pompey et de Liverdun ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

**A R R E T E**

Article 1 : L'annexe jointe au présent arrêté remplace et annule l'annexe de l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et de son annexe est adressée aux maires des communes intéressées ainsi qu'à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Il est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de Toul, les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Nancy le, 8 août 2006

Le préfet  
Claude BALAND

---

**Arrêté n°186/2006/SIDPC du 8 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;

Vu le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires sur la commune de Pompey ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006 prescrivant un plan de prévention des risques prévisibles inondations de la Moselle sur le territoire des communes de Pompey et de Liverdun ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 8 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

**A R R E T E**

Article 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°108 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur la commune de Pompey.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune ainsi qu'à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet, le maire de la commune de Pompey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 8 août 2006

Le préfet  
Claude BALAND

---

**Arrêté n°187/2006/SIDPC du 8 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;

Vu le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;

Vu l'arrêté préfectoral n°79 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires sur la commune de Liverdun ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006 prescrivant un plan de prévention des risques prévisibles inondations de la Moselle sur le territoire des communes de Pompey et de Liverdun ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 8 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

## A R R E T E

Article 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 79 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur la commune de LIVERDUN.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations sera adressée au maire de la commune ainsi qu'à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, le maire de la commune de Liverdun sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté n°188/2006/SIDPC du 8 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;

Vu le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires sur la commune de Frouard ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006 prescrivant un plan de prévention des risques prévisibles inondations de la Moselle sur le territoire des communes de Custines et de Frouard ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 8 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

## A R R E T E

Article 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°51 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur la commune de Frouard.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Frouard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 8 août 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté n°189/2006/SIDPC du 8 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;

Vu le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires sur la commune de Blénod-les-Pont-à-Mousson;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006 prescrivant un plan de prévention des risques prévisibles inondations de la Moselle sur le territoire des communes de Blénod-les-Pont-à-Mousson et de Pont-à-Mousson ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 8 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

## A R R E T E

Article 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 23 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur la commune de Blénod-les-Pont-à-Mousson.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations sera adressée au maire de la commune ainsi qu'à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet, le maire de la commune de Blénod-les-Pont-à-Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 8 août 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté n°190/2006/SIDPC du 8 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;

Vu le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires sur la commune de Custines;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006 prescrivant un plan de prévention des risques prévisibles inondations de la Moselle sur le territoire des communes de Custines et de Frouard ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 8 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

## A R R E T E

Article 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 14 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur la commune de Custines.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations sera adressée au maire de la commune ainsi qu'à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet, le maire de la commune de Custines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.  
Nancy, le 8 août 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté n°191/2006/SIDPC du 8 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;  
Vu le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;  
Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;  
Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires sur la commune de Pont-à-Mousson;  
Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006 prescrivant un plan de prévention des risques prévisibles inondations de la Moselle sur le territoire des communes de Blénod-les-Pont-à-Mousson et de Pont-à-Mousson;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 8 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;  
Sur proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

**A R R E T E**

**Article 1 :** Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 109 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur la commune de Pont-à-Mousson.

**Article 2 :** Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations sera adressée au maire de la commune ainsi qu'à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

**Article 3 :** M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet, directeur de cabinet, M. le maire de la commune de Pont-à-Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.  
Nancy, le 8 août 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES  
BUREAU DES REGLEMENTATIONS**

**Arrêté portant classement d'un restaurant dans la catégorie « restaurant de tourisme »**

LE PREFET DE MEURTHE- ET- MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 fixant les conditions de classement des restaurants dans la catégorie « Restaurant de tourisme » ;  
Vu l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 relatif aux panonceaux des hôtels et restaurants de tourisme ;  
Vu la demande présentée par M. Jean-Yvon POTIER, exploitant du restaurant « Les Beaux-Arts », situé 9 rue Stanislas 54000 NANCY;  
Considérant que les conditions prévues par l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 susvisé sont remplies ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1er :** Est classé dans la catégorie « Restaurant de tourisme » le restaurant à l'enseigne « Les Beaux Arts », situé 9 rue Stanislas 54000 NANCY - Exploitant : M. Jean-Yvon POTIER - Numéro de SIRET : 32853224700033

**Article 2 :** Ce classement est valable trois ans. A l'issue de ce délai, il pourra être renouvelé sur présentation d'une nouvelle déclaration de l'exploitant.

**Article 3 :** En cas de changement des conditions de classement, l'exploitant est tenu d'en informer le préfet, par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 4 :** En cas de changement d'exploitant, une nouvelle déclaration de classement devra être déposée.

**Article 5 :** Dans le cadre du contrôle de la conformité de l'établissement par le préfet, l'exploitant admet la visite des agents des administrations de l'Etat habilités.

**Article 6 :** L'exploitant est tenu d'apposer le panonceau correspondant au classement accordé, en conformité avec le modèle réglementaire annexé à l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 susvisé.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Yvon POTIER, exploitant du restaurant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme), au président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (comité départemental du tourisme), au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et au président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 4 août 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Arrêté portant classement d'un restaurant dans la catégorie « restaurant de tourisme »**

LE PREFET DE MEURTHE- ET- MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 fixant les conditions de classement des restaurants dans la catégorie « Restaurant de tourisme » ;  
Vu l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 relatif aux panonceaux des hôtels et restaurants de tourisme ;  
Vu la demande présentée par M. Claude DOPP, exploitant du restaurant à l'enseigne « Restaurant du Port », situé 5 rue Henri Bazin 54000 NANCY;  
Considérant que les conditions prévues par l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 susvisé sont remplies ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1er :** Est classé dans la catégorie « Restaurant de tourisme » le restaurant à l'enseigne « Restaurant du Port », situé 5 rue Henri Bazin 54000 NANCY - Exploitant : M. Claude DOPP - Numéro de SIRET : 41749918300016

**Article 2 :** Ce classement est valable trois ans. A l'issue de ce délai, il pourra être renouvelé sur présentation d'une nouvelle déclaration de l'exploitant.

**Article 3 :** En cas de changement des conditions de classement, l'exploitant est tenu d'en informer le préfet, par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 4 :** En cas de changement d'exploitant, une nouvelle déclaration de classement devra être déposée.

**Article 5 :** Dans le cadre du contrôle de la conformité de l'établissement par le préfet, l'exploitant admet la visite des agents des administrations de l'Etat habilités.

**Article 6 :** L'exploitant est tenu d'apposer le panonceau correspondant au classement accordé, en conformité avec le modèle réglementaire annexé à l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 susvisé.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Claude DOPP, exploitant du restaurant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme), au président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (comité départemental du tourisme), au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et au président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 4 août 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
BUREAU DES CONCOURS FINANCIERS ET DU CONTRÔLE BUDGETAIRE**

**Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de JARVILLE-LA-MALGRANGE**

LE PREFET DE MEURTHE- ET- MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;  
VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;  
VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;  
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;  
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;  
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur ;  
VU l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2004 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de JARVILLE-LA-MALGRANGE ;  
VU l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2004 nommant M. Jérôme FOUCAL en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route, et de M. Guy SEIVERT en qualité de régisseur suppléant ;  
VU la lettre du 20 juillet 2006 de M. le maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE proposant la nomination de Mlle Nathalie ANDRÉ en qualité de régisseur titulaire et de M. Jérôme FOUCAL en qualité de régisseur suppléant ;  
VU l'avis favorable du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 10 août 2006 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Mlle Nathalie ANDRÉ, brigadier-chef principal de police municipale de la commune de JARVILLE-LA-MALGRANGE, est nommée en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Article 2 - Mlle Nathalie ANDRÉ est dispensée de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

Article 3 - M. Jérôme FOUCAL, gardien de police municipale, est nommé régisseur suppléant.

Article 4 - Les autres policiers municipaux de la commune de JARVILLE-LA-MALGRANGE sont désignés mandataires.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Nancy, le 28 août 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

**BUREAU DU CONSEIL, DE L'INTERCOMMUNALITÉ ET DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ**

**Arrêté autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du Grand Valmon  
dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU l'article 164 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales modifié par l'article 18 de la loi 2005-781 du 13 juillet 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 1996 autorisant la création de la communauté de communes du Grand Valmon ;  
VU les délibérations des communes de :  
AUTREVILLE-SUR-MOSELLE en date du 3 juillet 2006,  
BEZAUMONT en date du 03 juillet 2006,  
LANDREMONT en date du 27 juin 2006,  
LOISY en date du 03 juillet 2006,  
MILLERY en date du 04 juillet 2006,  
SAINTE-GENEVIEVE en date du 03 juillet 2006  
VILLE-AU-VAL en date du 07 juillet 2006,

proposant une modification des compétences de la communauté de communes dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire ;

VU la délibération de la communauté de communes du Grand Valmon en date du 10 juillet 2006 prenant acte de ces délibérations ;

CONSIDÉRANT que la totalité des communes s'est prononcée favorablement en faveur de cette adaptation statutaire ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Les nouveaux statuts de la communauté de communes du Grand Valmon sont approuvés.

Article 2 : Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, et le président de la communauté de communes du Grand Valmon sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 août 2006

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

**Arrêté autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-1 et suivants et L5214-1 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU l'article 164 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales modifié par l'article 18 de la loi 2005-781 du 13 juillet 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 1964 autorisant la création du groupement d'aménagement de la zone urbaine de PONT-À-MOISSON ;  
VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant la transformation du district du pays de PONT-À-MOISSON en communauté de communes du Pays de PONT-À-MOISSON ;  
VU les délibérations des communes de :  
ATTON en date du 06 juin 2006,  
BLÉNOD-LÈS-PONT-A-MOISSON en date du 22 juin 2006,  
JEZAINVILLE en date du 19 juin 2006,

MONTAUVILLE en date du 28 juin 2006,  
MORVILLE-SUR-SEILLE en date du 08 juin 2006,  
MOUSSON en date du 04 juillet 2006,  
NORROY-LÈS-PONT-A-MOUSSON 22 juin 2006,  
PONT-A-MOUSSON en date du 28 juin 2006,  
PORT-SUR-SEILLE en date du 04 juillet 2006,

proposant une modification des compétences de la communauté de communes dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire;  
CONSIDÉRANT que la majorité qualifiée exigée par les articles L5214-16-IV et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte,  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

#### A R R Ê T E

Article 1<sup>er</sup> : La communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson est autorisée à exercer les compétences suivantes :

##### 1- Aménagement de l'espace :

- Schéma de cohérence territoriale (SCOT) et schéma de secteur.
- Organisation des transports urbains avec intégration des transports scolaires
- Système d'information géographique (SIG)
- Aire d'accueil et de grand passage des gens du voyage.
- Zones d'aménagement concerté d'une surface supérieure à 5 hectares existante (ZAC de l'EMBISE) ou à créer.
- Aménagement et gestion du parcours de santé existant.

##### 2- Développement économique :

- Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités d'ATTON.
- Réalisation et gestion des bâtiments d'accueil de la zone d'activités sise à ATTON.
- Création et gestion de nouveaux bâtiments d'accueil et relais sur des zones d'activités.
- Étude, création, suivi et accompagnement d'une charte d'équipement commercial.
- Création; aménagement, entretien et gestion de nouvelles zones d'activités commerciales, industrielles ou artisanales de plus de 5 hectares.
- Participation aux chantiers d'insertion par l'économie. Assistance au développement de pépinières d'entreprises et aux organismes accompagnant les créateurs d'entreprises.

##### 3- Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie.

- Élimination des déchets des ménages et assimilés, dont les politiques du tri sélectif et de déchetteries.
- Balayage mécanisé des voies et rues publiques.
- Études et travaux de mise en valeur par l'illumination des édifices suivants :
  - Les églises, les lavoirs, les fontaines pour toutes les communes membres.
  - L'abbaye des Prémontrés (PONT-À-MOUSSON),
  - La place Duroc (PONT-À-MOUSSON);
  - La cour d'honneur de l'ancienne université (PONT-À-MOUSSON),
  - Le monument historique du château de MOUSSON (y compris, pour ce monument historique, les dépenses d'énergie),
  - La chapelle Casenove à MAIDIERES.
- Étude et mise en valeur des principaux vestiges du Bois le Prêtre : le monument de la Croix des Carmes et les tranchées situées dans un rayon de 100 mètres autour de la Croix, la maison forestière et la fontaine du Père Hilarion, le cimetière et les deux blockhaus de NORROY-LÈS-PONT-À-MOUSSON, le monument de la patte d'oie.
- La participation aux travaux de classement du site par l'État.

##### 4- Politique en faveur du logement, du logement social et actions en faveur du logement des personnes défavorisées.

- Mise en place, suivi et financement des opérations programmées de l'amélioration de l'habitat (OPAH).
- Développement de l'offre en matière d'habitat social dans la communauté de communes par la prise en charge des garanties d'emprunts nécessaires à la réalisation de logements sociaux dont le programme est supérieur à 20 logements.
- Aide au ravalement des façades dans un périmètre déterminé par un règlement intérieur.
- Étude, réalisation et gestion de logements d'urgence et transitoires sur l'ensemble de la communauté de communes.

##### 5 Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements sportifs, culturels et touristiques.

- Travaux de réhabilitation et de mise aux normes de la piscine.
- Fonctionnement de la piscine sous tous ses aspects y compris les activités annexes développées par la communauté de communes au sein de l'établissement.

##### 6. Lutte contre les incendies :

- Prise en charge du contingent incendie des communes adhérentes à la communauté de communes.
- Prise en charge des frais de repas des SP de garde (volontaires).
- Subvention à l'amicale ou association des SP.
- Prise en charge des loyers des SP volontaires (logements de la SAIEM – rue du général Houdemon) en vertu des droits acquis sans renouvellement de ceux-ci.

##### 7. Culture – communication :

- Ecoles de musique.
- Subvention de fonctionnement pour l'organisation de la « Mousson d'été ».
- Spectacles pour les scolaires ainsi que les séances de cinéma organisés par la communauté de communes sur son territoire (y compris les frais de transport)
- Subvention de fonctionnement pour la ou les radios locales.
- Frais relatifs à l'activité de la médiathèque et des différentes bibliothèques existantes sur le territoire de l'EPCI (fonctionnement des bâtiments, achat de livres, documentation, ouvrages, CD, cassettes vidéo, matériel divers, personnel affecté à ces établissements) à l'exception du remboursement du capital et des intérêts des emprunts contractés lors de la réalisation de ces investissements.

Article 2 : Le tableau définissant l'intérêt communautaire proposé par les communes restera annexé au présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, et le président de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY le 17 août 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

#### **Arrêté autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du bassin de Pompey**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211 et suivants et L5214-1 et suivants;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;  
VU l'article 164 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales modifié par l'article 18 de la loi 2005-781 du 13 juillet 2005;  
VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1994 autorisant la création de la communauté de communes du bassin de POMPEY;  
VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du bassin de POMPEY en date du 20 juin 2006, proposant une modification statutaire permettant la définition de l'intérêt communautaire;  
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes suivantes :  
BOUXIERES AUX DAMES en date du 10 juillet 2006,  
CHAMPIGNEULLES en date du 28 juin 2006,  
CUSTINES en date du 22 juin 2006,  
FAULX en date du 21 juin 2006,  
FROUARD en date du 6 juillet 2006,  
LAY SAINT CHRISTOPHE en date du 26 juin 2006,  
LIVERDUN en date du 29 juin 2006,  
MALLELOY en date du 26 juin 2006,  
MARBACHE en date du 29 juin 2006,  
MONTENOY en date du 28 juin 2006,  
POMPEY en date du 26 juin 2006,

SAIZERAIS en date du 3 juillet 2006;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

#### A R R Ê T E

Article 1<sup>ER</sup> : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes du bassin de POMPEY dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le plan approuvé définissant la voirie d'intérêt communautaire est consultable en préfecture.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du bassin de Pompey sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier-payeurde Meurthe-et-Moselle; et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.  
Nancy, le 17 août 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

#### STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE POMPEY

Constitution : Arrêté préfectoral 29 décembre 1994

Modifications :

Arrêté préfectoral 23 septembre 1997

Compétence n°2 – Actions de développement économique

Arrêté préfectoral 26 décembre 1997

Compétence n°6 Electrification - Compétence n°7 – transports en commun - Adhésion de Liverdun

Arrêté préfectoral 03 février 2000

Compétence n°2 - Accompagnement dans la création d'entreprises

Arrêté préfectoral 18 février 2002

Modifiant l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 - Compétence n°8 – Voiries Compétence n°9 – Petite Enfance – Suppression de l'article 3

Arrêté préfectoral 08 novembre 2002

Adhésion de Montenois -

Arrêté préfectoral 31 décembre 2002

Adhésion de Lay Saint Christophe

Arrêté préfectoral 23 octobre 2003

Modification compétence n°4 – Logement social –

2 Compétences : n°10 Emploi et développement social – n°11 Prévention de la délinquance.

Article 1<sup>er</sup> - En application des articles, L 5214-1 à L 5214-23 -2 du Code Général des Collectivités Territoriales il est formé entre les communes de BOUXIERES-AUX-DAMES, CHAMPIGNEULLES, CUSTINES, FAULX, FROUARD, LAY SAINT CHRISTOPHE, LIVERDUN, MALLELOY, MARBACHE, MONTENOIS, POMPEY, SAIZERAIS, une Communauté de communes du Bassin de Pompey.

Article 2 – La communauté de communes du Bassin de POMPEY a pour compétences :

Compétence n°1 : Aménagement de l'espace

La structure Intercommunale est chargée de participer à l'élaboration, au suivi et l'approbation d'un Schéma de Cohérence Territoriale et des schémas de secteur et d'adhérer, le cas échéant, à un Syndicat Mixte créé à cet effet.

La structure Intercommunale participe aux instances de Pays du Val de Lorraine et contribue à l'élaboration du Contrat de Pays, à son suivi et sa mise en œuvre auprès des communes membres de l'EPCI.

Par ailleurs, l'EPCI assure :

- la réalisation d'études pré-opérationnelles relatives aux projets intercommunaux ou d'intérêt communal. Ils concernent :
  - le traitement des axes majeurs, c'est-à-dire l'ensemble des liaisons internes entre les communes du bassin : voiries communales d'intérêt communautaire, voiries départementales faisant l'objet d'une convention de gestion avec le Conseil Général,
  - l'aménagement des cours d'eau et leurs abords,
  - les aménagements d'espaces de loisirs et de tourisme de proximité, de cheminement piéton et pistes cyclables
- la création, l'aménagement et la gestion de pistes cyclables et de cheminements piétons et équestres s'inscrivant dans un schéma de déplacement à l'échelle du bassin destiné au développement des modes alternatifs de transports en milieu urbain et à la valorisation du patrimoine historique et naturel afin de promouvoir les activités de loisirs et le tourisme.
- la création, la réalisation et la gestion des Zones d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire, c'est-à-dire assurant la reconversion ou la résorption d'une friche industrielle ou urbaine et permettant l'accueil d'activités économiques dans les secteurs industriel, tertiaire ou artisanal.

Compétence n°2 : Actions de développement économique

a) L'aménagement, le développement, la gestion et l'entretien des zones *Industrielles et Commerciales*.

La structure intercommunale sera compétente sur :

- Le site de la plate forme multimodale de transport sur le territoire des communes de Bouxières-aux-Dames, Champigneulle et Frouard,
- La zone d'activités de Custines/Frouard/Pompey composée des sites : La Nouvelle, Eiffel, Ban la Dame, Pompey-Industries, Pré à Varois et ZAC du Barrage pour assurer les missions suivantes :
  - participer à l'aménagement, la promotion et l'organisation de la gestion sur l'ensemble de ces zones d'activités,
  - l'entretien des espaces verts, des voiries, des ouvrages d'art et des éventuels équipements publics : restaurant d'entreprises, services communs ...
- La zone commerciale du Saule Gaillard,
- Et les zones d'activités existantes sur les communes membres pour assurer les missions ci avant décrites

b) La création, l'aménagement et la gestion de zones d'activités intercommunales :

Sont d'intérêt communautaire les zones, destinées à accueillir des activités complémentaires à celles du fond de vallée.

c) L'accompagnement à la création d'entreprises :

L'E.P.C.I. peut assurer, sur le territoire de ses communes membres, des actions en faveur de la création d'entreprises par :

- l'acquisition, la construction, la gestion et l'entretien de bâtiments industriels ou tertiaires et d'équipements collectifs destinés à l'accueil des entreprises (pépinières d'entreprises, hôtels d'industrie, ...);
- l'accompagnement des dispositifs locaux en faveur de la création d'entreprises (plateforme d'initiative locale).

c) La Dynamisation des commerces

L'EPCI peut dans le cadre d'opérations collectives participer à la redynamisation des commerces en centre ville, encourager le maintien et l'installation d'activités commerciales sur l'ensemble du territoire.

Compétence n°3 : Actions relatives à la protection et la mise en valeur de l'environnement

a) Elimination et Valorisation des déchets ménagers et assimilés:

b) Encourager le développement des énergies renouvelables :

L'EPCI s'engage en faveur du développement durable à travers l'étude, la mise en œuvre et le soutien de nouvelles filières de traitement et de valorisation des énergies renouvelables.

c) Préserver la qualité de l'air :

La structure intercommunale est chargée conformément au Plan de Déplacement Urbain de veiller à la surveillance de la qualité de l'air et participe ainsi à tout organisme et instance contribuant à atteindre cet objectif.

Elle aide à l'évaluation et au recensement des sources polluantes par des campagnes de prélèvement.

Compétence n°4 : Actions relatives à la politique du logement et du cadre de vie :

L'EPCI contribue à améliorer les conditions de logement, de vie et d'accueil des populations.

A cet effet, il est chargé de :

- Définir un programme local de l'habitat, et d'assurer son suivi opérationnel.
- Mettre en place avec les communes des actions complémentaires en faveur de la réhabilitation des logements et du cadre de vie, telle qu'une campagne intercommunale de ravalement des façades, des OPAH, ou de tout programme d'intérêt général.
- Favoriser et accompagner les actions communales en faveur du logement social et du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire :
  - Constitution de réserves foncières dans le cadre de l'application de l'article 55 de la loi SRU et des orientations du PLH.
  - Création d'outils de gestion et participation à des instances de coordination de la politique de l'habitat.

- ♦ Création, aménagement, gestion et entretien d'aire(s) de stationnement des gens du voyage

#### Compétence n°5 : Electrification

L'établissement public exerce, aux lieu et place de chaque commune, le pouvoir concédant que les lois et règlements confèrent aux collectivités locales en matière de distribution publique d'énergie, à l'exception de ses prérogatives en matière de maîtrise d'ouvrage de travaux de premier établissement, de renforcement, d'amélioration et de perfectionnement des ouvrages de distribution d'énergie électrique.

#### Compétence n°6 : Transports des personnes

L'établissement public assure la gestion globale et la cohérence du réseau de transports des personnes sur l'ensemble du territoire de l'EPCI et, en coopération avec les autres autorités de transport urbain ou inter-urbain.

Il prend en charge les missions déléguées par convention de chaque autorité organisatrice des transports, à savoir :

- ⇒ la mise en place, l'exploitation, l'équipement et le service des nouvelles lignes,
- ⇒ leur coordination les lignes de transports suburbains et les transports SNCF.

L'EPCI favorise l'intermodalité dans les transports en commun et le développement des modes alternatifs de déplacements doux, à travers l'élaboration d'un Plan de Déplacements Urbains (PDU). Il participe aux aménagements et équipements qui y contribuent.

#### Compétence n°7 : Voirie d'Intérêt Communautaire

L'Etablissement Public assure, par programmation :

- l'aménagement et l'entretien des voiries communales, telles que figurant sur le schéma annexé aux présents statuts, ainsi que de leurs dépendances, à l'exclusion de l'éclairage public et des arbres. L'entretien des voies d'intérêt communautaire et de leurs dépendances ne comprend pas le nettoyage, le balayage et le déneigement.
- l'aménagement et l'entretien des voiries départementales et de leurs dépendances qui situées dans les zones urbaines, telles que figurant sur le schéma annexé aux présents statuts, et dont la gestion a été confiée par le Conseil Général aux communes membres. Sont exclus des dépendances l'éclairage public et les arbres. L'entretien des voiries départementales ne comprend pas le nettoyage, le balayage et le déneigement.
- pour les voiries nouvelles, la création, l'aménagement et l'entretien des voies communales ouvertes à la circulation et destinées à desservir de nouveaux espaces d'habitation ou économiques, sous réserve de répondre aux caractéristiques techniques du règlement sur les voiries communautaires et faire l'objet d'un accord formel du Conseil de Communauté.
- la création, l'aménagement et la gestion des voiries internes aux zones d'activité et leurs dépendances y compris l'éclairage public, le balayage, le déneigement et le nettoyage.
- La signalisation horizontale et verticale en agglomération destinée à renforcer la sécurité des usagers

#### Compétence n°8 : Action Sociale d'intérêt Communautaire

##### a) Actions concernant les modes de gardes de la petite Enfance

- La structure intercommunale assure la coordination et la mise en œuvre d'une politique d'action sociale, globale et concertée, en faveur des enfants de moins de 6 ans.

- Elle est compétente pour la création et la gestion des services et équipements collectifs destinés à l'accueil permanent des enfants de moins de 3 ans et temporaire des enfants de moins de 6 ans, qu'il soit régulier ou occasionnel.

- Elle assure la reprise des équipements communaux et les charges de fonctionnement répondant aux objectifs décrits ci-dessus.

- Elle contribue à l'encouragement des initiatives des communes et associations en faveur des modes de garde individuels, itinérants ou périscolaires.

##### b) Emploi et développement social

Dans ce domaine, l'EPCI a en charge :

- l'animation du diagnostic social sur le territoire communautaire
- l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation d'une politique communautaire d'insertion sociale et professionnelle dans toutes les générations et de toutes les catégories de population du Bassin de Pompey, en complément des interventions communales d'actions sociales et articulée aux interventions publiques en matière d'emploi et d'insertion,
- le financement des structures concourant à cette politique communautaire,
- les opérations immobilières de type construction, conventions de mandat, bail à construction, etc.... nécessaires aux structures intervenant dans ce domaine
- l'animation des ateliers d'alphabétisation et d'illettrisme sur les communes de l'EPCI.

L'EPCI peut également participer à la création et la gestion de toute structure regroupant les intervenants de l'insertion et l'emploi, les acteurs socio-économiques et institutionnels pour rapprocher l'offre et la demande d'emploi à l'échelle locale.

#### Compétence n°9 : Prévention de la délinquance

L'EPCI est chargé de :

- la définition d'une politique intercommunale de prévention de la délinquance et de sécurité d'intérêt communautaire, en relation avec les communes, dans le cadre notamment des dispositifs actuels.
- la mise en œuvre, la gestion et le financement d'outils et de moyens s'inscrivant dans la démarche de prévention de la délinquance et de sécurité dans la mesure où ils intéressent plusieurs communes du bassin.

#### Compétence n°10 : Autres Compétences facultatives

L'Etablissement public participe au financement du Théâtre Gérard Philipe de Frouard dans le cadre du label « scènes conventionnées ».

Il met en place un fonds intercommunal notamment en faveur de la lecture publique et participe à ce titre au festival du Conte et de l'oralité piloté par le Conseil de Pays du Val de Lorraine.

Il favorise la mise en réseau des écoles de musique en lien notamment avec la démarche de l'ADDAM 54.

**Article 3** – Le siège de la Communauté de communes est fixé à l'adresse suivante : Site de Ban la Dame – BP n°8 – 54390 FROUARD

**Article 4** – La Communauté de Communes est instituée pour une durée illimitée.

**Article 5** – La Communauté de Communes est administrée par un comité composé de membres désignés en leur sein par les conseils municipaux des communes membres.

Les sièges sont répartis entre les communes comme suit :

- de 0 à 2 000 habitants : 2 sièges,

- un siège par excès, par tranche de 2 000 habitants, à savoir :

Communes	Population	Sièges
BOUXIERES-AUX-DAMES	4158	4
CHAMPIGNEULLES	7223	5
CUSTINES	3022	3
FAULX	1177	2
FROUARD	7040	5
LAY SAINT CHRISTOPHE	2651	3
LIVERDUN	6428	5
MALLELOY	889	2
MARBACHE	1740	2
MONTENOY	368	2
POMPEY	5282	4
SAIZERAIS	1255	2
TOTAL	41233	39

**Article 6** – Le conseil communautaire désigne, un par un, les membres du Bureau composé :

- D'un Président,
- De 11 Vice-Présidents.

Le président, les vice-présidents ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation du conseil, par délibération du conseil, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT.

Le président peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses fonctions aux 11 Vice-Présidents.

**Article 7** – Les opérations financières de la communauté de communes seront décrites dans un budget annuel comprenant notamment :

En RECETTES :

- les recettes fiscales : TH, TFB, TFNB, TP communautaires et TP de zones,
- les revenus des biens meubles et (ou) immeubles appartenant ou concédés à la structure intercommunale,
- les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu,
- toutes subventions provenant de l'Etat, de la région, du département, des communes ou autres,
- les dons et legs,
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés,
- le produit des emprunts.

En DEPENSES :

- les frais de fonctionnement de la structure intercommunale,
- le coût des études que la structure intercommunale ferait spécialement entreprendre,
- le montant des travaux relatifs aux compétences définies dans l'article 2,
- l'amortissement.

En application des dispositions de l'article L5214-16 IV du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté de Communes peut, par délibération, décider d'attribuer à ses communes membres des fonds de concours, pour contribuer aux opérations communales de réalisation ou de fonctionnement d'équipements d'intérêt commun dont la réalisation participe à l'aménagement du Territoire et au développement économique du Bassin.

Article 8 – Toutes les dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 9 – Les présents statuts sont à annexer aux délibérations des assemblées locales décidant de la création et de l'objet de la Communauté de Communes.

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

Nancy, le 17 Août 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

**Arrêté préfectoral autorisant la modification de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois****LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-1 et suivants et L5214-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 1964 autorisant la création du district urbain de l'agglomération de SAINT-NICOLAS-DE-PORT;

VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 autorisant la transformation du district urbain de l'agglomération de SAINT-NICOLAS-DE-PORT en communauté de communes des pays du sel et du Vermois;

VU la délibération en date du 11 mai 2006, par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois décide de modifier ses statuts afin de définir l'intérêt communautaire;

VU les délibérations des communes de

AZELOT en date du 16 mai 2006,  
BURTHECOURT-AUX-CHÊNES en date du 24 juin 2006,  
COYVILLER en date du 09 juin 2006,  
DOMBASLE-SUR-MEURTHE en date du 19 mai 2006,  
HUDIVILLER en date du 02 juin 2006,  
MANONCOURT-EN-VERMOIS en date du 23 juin 2006,  
ROSIÈRES-AUX-SALINES en date du 20 juin 2006,  
SAINT-NICOLAS-DE-PORT en date du 12 juin 2006,  
SOMMERVILLER en date du 12 mai 2006,  
VARANGÉVILLE en date du 16 mai 2006;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, la totalité des communes membres de la communauté de communes a délibéré favorablement sur cette adaptation statutaire;

SUR proposition de secrétaire général de la préfecture,

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup> : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, et le président de la communauté de communes du pays du sel et du Vermois sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY le 18 août 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

**STATUTS MODIFIES**  
**Délibération du 11 Mai 2006**

Article 1<sup>er</sup> : Il est institué la « Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois » regroupant les communes d'AZELOT, BURTHECOURT AUX CHENES, COYVILLER, DOMBASLE SUR MEURTHE, HUDIVILLER, MANONCOURT EN VERMOIS, ROSIERES AUX SALINES, SAINT NICOLAS DE PORT, SOMMERVILLER et VARANGÉVILLE.

Article 2 : Le siège de la Communauté de Communes est fixé à SAINT NICOLAS de PORT, 3 rue du Canal.

Article 3 : Chaque commune sera représentée au sein du Conseil Communautaire par deux délégués, augmenté d'un délégué par tranche de deux mille habitants au delà des deux premiers milliers.

En aucun cas cependant, la représentation de la commune la plus peuplée ne pourra excéder la moitié moins un du nombre total des sièges du Conseil Communautaire.

En tenant compte du recensement de la population de 1999, le Conseil Communautaire est composé de 30 délégués :

AZELOT	( 364 habitants)	2 délégués
BURTHECOURT aux CHENES	( 101 habitants)	2 délégués
COYVILLER	( 131 habitants)	2 délégués
DOMBASLE sur MEURTHE	(9 153 habitants)	6 délégués
HUDIVILLER	( 295 habitants)	2 délégués
MANONCOURT en VERMOIS	( 251 habitants)	2 délégués
ROSIERES AUX SALINES	(2 864 habitants)	3 délégués
SAINT NICOLAS de PORT	(7 568 habitants)	5 délégués
SOMMERVILLER	( 968 habitants)	2 délégués
VARANGÉVILLE	(4 272 habitants)	4 délégués

Article 4 : Chaque conseil municipal élira ses délégués parmi ses membres, conformément aux dispositions prévues à l'Article L. 5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 5 : La Communauté de Communes exercera les compétences suivantes :

A- Actions de développement économique d'intérêt communautaire

L'intérêt communautaire en matière économique se traduit par le renforcement d'actions nouvelles, le développement d'outils spécifiques, la contribution à la création, à l'implantation et à l'accueil d'activités nouvelles et par des études d'aménagement.

1. Mise en place d'une stratégie de développement du territoire
    - Convention de Développement Local (partenariat : Conseil Régional et Conseil Général)
    - Promotion du territoire par le développement des technologies de l'information et de la communication (internet, intranet, bulletin et autres parutions)
  2. Observatoire économique
    - Création d'un répertoire économique (livret destiné à répertorier les activités du territoire)
    - Elaboration d'un guide pratique des services du territoire consultable par le public
    - Adhésion à des structures de suivi économique pour une meilleure adéquation (Chambres consulaires et tout autre organisme intervenant dans ce domaine)
  3. Aide à l'accès à l'emploi par l'adhésion à des organismes de suivi et d'accompagnement
    - Mission Locale
    - Plan Local d'Insertion à l'Emploi (PLIE)
  4. Accompagnement des porteurs de projet
    - Création d'un guichet unique chargé de l'accueil, accompagnement, promotion et suivi de toutes les actions de création ou de développement susceptibles de maintenir ou d'enrichir la vie économique du territoire
  5. Etude pour la réhabilitation de la zone du Champy d'intérêt communautaire
  6. Etude pour la réalisation d'espaces à vocation d'accueil à micro-projets
  7. Revalorisation de l'agriculture dans l'économie et le développement local
    - Création d'un groupe de réflexion (échanges, actions de communication)
- Les actions qui ne représentent pas un intérêt communautaire sont :
- Les aménagements, gestion, entretien et extensions des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires et artisanales communales ou privées ne concernant qu'une seule commune.
  - L'aménagement, gestion, entretien et extension de la zone industrielle des Sables sous statut départemental (Syndicat mixte).

#### B- Aménagement de l'espace

Sont considérées d'intérêt communautaire les actions ci-dessous désignées et ayant pour but d'aménager l'espace en améliorant les conditions de vie de l'ensemble des habitants de la Communauté de Communes et en protégeant, préservant et valorisant son environnement s'inscrivant dans une démarche de développement durable.

1. Aménagement de l'espace infra-régional
  - Adhésion au Schéma de Cohérence Territoriale Sud Meurthe et Mosellan (SCOT)
  - Obtenir la reconnaissance de l'intérêt commercial de l'espace territorial dit des Pétroliers
  - Favoriser le désenclavement des industries traditionnelles du territoire
2. Qualité de vie et habitat
  - Etude et réalisation d'un Schéma Directeur de l'Habitat
  - Action en faveur des familles au revenu modeste par la mise en œuvre d'un programme d'amélioration de l'habitat (OPAH). La Communauté de Communes majorera la subvention pour inciter les propriétaires bailleurs ou privés à conventionner les logements réhabilités
  - Aide aux ravalements de façades et conseils aux particuliers
  - Accueil des gens du voyage :
    - aménagement et gestion d'une aire d'accueil de 14 emplacements en partenariat avec la Communauté de Communes Moselle et Madon
  - Réflexion et mise en place d'actions dans le cadre de dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance (CLISPD)
  - Adhésion à l'association des communes minières de France
3. Environnement
  - Aménagement et préservation dans le cadre de la lutte contre les inondations des cours d'eau traversant le territoire
    - travaux d'entretien d'urgence de la Meurthe et du Sânon
    - aménagement de la Meurthe et de ses affluents ( sur les plans de la restauration et de la mise en valeur de la Meurthe et de ses affluents, des milieux aquatiques et humides associés et de la protection contre les inondations des zones habitées )
  - Valorisation des espaces naturels par la réalisation d'un axe vert
    - valorisation des berges de la Meurthe et du Sânon
    - aménagement de sites naturels : le Poncet
    - création de sentiers intercommunaux de promenade ou de randonnée reliant les vallées au plateau
  - Gestion globale des déchets ménagers
    - collecte, transport et élimination des OM
    - gestion des déchets ménagers et assimilés par apports volontaires : déchetterie, conteneurs à verre, déchets verts
  - Adhésion à l'Association pour la surveillance et l'étude de la pollution atmosphérique en Lorraine (AIRLOR)

#### C- Equipements culturels, sportifs et équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire

Dans le cadre de l'apprentissage de la natation des élèves de l'enseignement des 1<sup>er</sup> et second degrés et du développement d'activités « sport – loisirs » de proximité, la Communauté de Communes a pour compétence :

**Création, entretien et gestion d'un centre aquatique et de remise en forme dénommé « L'ATRIUM »**

#### D- Autres

Sont reconnus d'intérêt communautaire :

**Le soutien à des opérations décentralisées ou transfrontalières (participation à la reconstruction de l'Asie du Sud)**

Les compétences ci-dessous sont celles qui étaient exercées antérieurement par le District :

1. Service d'incendie et de secours
  - Contingent d'incendie
  - Subvention à l'Association des Jeunes Sapeurs Pompiers du Secteur de Saint Nicolas de Port
2. Le balayage des rues communales (domaine public) par engin mécanisé
3. Mise à disposition d'une nacelle avec chauffeur pour travaux d'entretien de l'éclairage public communal
4. Mise à disposition du personnel technique dans les communes non dotées de personnel pour la réalisation de travaux d'entretien
5. Electrification : exercice du pouvoir concédant en matière de distribution publique d'énergie électrique
6. Aides financières aux associations et organismes oeuvrant sur l'ensemble du territoire en faveur de la population âgée, en difficulté ou Handicapée
  - Association du Maintien à Domicile (ADMR de Moselle et Meurthe Canton de Saint Nicolas de Port)
  - Fédération Nationale des Accidentés du Travail (FNATH Section de Dombasle – Rosières – Saint Nicolas – Varangéville)
  - CROIX ROUGE FRANCAISE (Délégation Locale de Dombasle – Saint Nicolas – Varangéville – Rosières)
  - Société Française de la Croix Bleue – Section de Dombasle
  - Amicale des Donneurs de Sang de Dombasle, Saint Nicolas et Environs
  - Aide financière exceptionnelle au Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPS) pour l'organisation du festival « Arts et Intégration » destiné à insérer les personnes handicapées dans la société

Article 6 : La Communauté de Communes est créée pour une durée illimitée.

Article 7 : Les conditions de dissolution de la Communauté de Communes seront celles prévues par l'Article L. 5214-28 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

Nancy, le 18 août 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

**Commune de Jarny : arrêté modifiant l'arrêté de déclaration d'utilité publique du 8 août 2006 :  
expropriation de la parcelle AL 42 en vue de la réalisation d'un lotissement**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-2, L.11-4 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;  
VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;  
VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;  
VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU la délibération du 27 février 2006 par laquelle le conseil municipal de JARNY a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir la parcelle AL 42 en vue de la réalisation d'un lotissement ;  
VU le dossier établi par la commune de JARNY en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, complet le 31 mars 2006 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 29 mai 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du vendredi 16 juin 2006 au lundi 03 juillet 2006 inclus ;  
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;  
VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;  
VU l'avis favorable de M. Jean-Marie PETITCOLIN, commissaire enquêteur, émis dans son rapport en date du 31 juillet 2006 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 8 août 2006 autorisant l'acquisition de la parcelle AL 42 par la commune de JARNY afin de réaliser un lotissement ;  
CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, est modifié comme suit : « La parcelle AL 42 sera acquise soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, par la commune de JARNY, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires. »

Article 2 - L'article 4 de l'arrêté préfectoral susvisé, concernant la publication et l'exécution de l'arrêté préfectoral est modifié comme suit : « Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de BRIEY et le Maire de JARNY sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par voie d'affichage en mairie de JARNY, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie du présent arrêté sera adressé à M. le Maire de JARNY, M. Jean-Marie PETITCOLIN, commissaire enquêteur, M. le Président du Tribunal Administratif de Nancy et Mme la Directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle. »

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de BRIEY et le Maire de JARNY sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par voie d'affichage en mairie de JARNY, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

---

**BUREAU DU MANAGEMENT STRATEGIQUE DES SERVICES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FINANCIERES**

**Arrêté préfectoral – Délégation de pouvoirs à Monsieur Gérard MULLER,  
chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office National des Forêts ;  
VU l'article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le rapport de Monsieur le directeur départemental de l'office national des forêts pour la Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

Article 1 : Délégation de pouvoirs est donnée à Monsieur Gérard Muller, ingénieur divisionnaire des travaux des Eaux et Forêts, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts afin de présider la vente par adjudication publique sur soumissions de bois sur pied provenant de forêts domaniales et de forêts de collectivités, le jeudi 5 octobre 2006, à 8 heures, au Campus, Parc-de-Haye, Velaine-en-Haye (54840).

Article 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts, affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 29 août 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

---

**Délégation de signature de la personne responsable des marchés - Commissions d'appel d'offres chargées de donner un avis sur les candidatures  
et sur les offres dans le cadre du marché de travaux d'entretien, de réparations et de petits travaux neufs à la préfecture  
et dans les sous-préfectures - Arrêté modifiant l'arrêté du 17 juillet 2006**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;  
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;  
VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2006 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'article 2 de l'arrêté susvisé du 17 juillet 2006 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les séances de cette commission se tiendront en préfecture le jeudi 10 août à 10h, puis le mercredi 13 septembre à 10h, puis le lundi 18 septembre à 10h. »

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 août 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

## LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;  
VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;  
VU le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;  
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2002, modifié par les arrêtés des 18 juin 2005 et 25 octobre 2005, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'agriculture et de la pêche ;  
VU l'arrêté ministériel du 2 septembre 2004 portant nomination de Monsieur Yves ROYER en qualité de directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

Article 1er : L'article 3 de l'arrêté susvisé du 9 janvier 2006 est complété par les dispositions suivantes :  
Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur les crédits du budget de l'agriculture (code 03) au titre du programme suivant :

Programme 206 (Chapitre 0206) Sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne ce programme.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 août 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

## SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

**Arrêté autorisant la modification des compétences de la communauté de communes des Deux Rivières  
dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire**

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'article 164 modifié de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 2 octobre 2002 autorisant la création de la communauté de communes des Deux Rivières ;  
VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres approuvant la modification des compétences de la communauté de communes dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire :

- BASLIEUX (3 juillet 2006)
- BAZAILLES (29 juin 2006)
- BEUVEILLE (29 juin 2006)
- DONCOURT-LES-LONGUYON (29 juin 2006)
- FRESNOIS-LA-MONTAGNE (26 juin 2006)
- HAN-DEVANT-PIERREPONT (29 juin 2006)
- MONTIGNY-SUR-CHIERS (21 juillet 2006)
- PIERREPONT (27 juin 2006)
- SAINT-PANCRE (17 juillet 2006)
- SAINT-SUPPLET (29 juin 2006)
- TELLANCOURT (26 juin 2006)
- VILLE-HOUDLEMONT (30 juin 2006)
- VILLERS-LA-CHEVRE (29 juin 2006)
- VIVIERS-SUR-CHIERS (27 juin 2006) ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;

Considérant que toutes les communes membres se sont prononcées en faveur du projet ;

## A R R E T E

Article 1er : La modification de l'article 2 « Compétences » des statuts de la communauté de communes des Deux Rivières est autorisée. Le nouvel article 2 restera annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le président de la communauté de communes des Deux Rivières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 11 août 2006

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Philippe RONSSIN

L'article 2 des statuts peut être consulté à la sous-préfecture de Briey

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

## DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

**Arrêté S.G.A.R. N° 2006 – 351 en date du 22 août 2006 portant approbation des statuts et enregistrement  
de la Caisse du Régime Social des Indépendants (R.S.I.) de Lorraine**

## LE PREFET DE LA REGION LORRAINE

PREFET DE LA ZONE DEFENSE EST

PREFET DE LA MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la sécurité sociale, et notamment les articles L. 611-8, R. 281-4, R. 611-26, R. 611-62 et R. 611-68 ;

VU l'ordonnance n° 2005-1528 du 8 décembre 2005 relative à la création du régime social des indépendants ;

VU le décret n° 2006-83 du 27 janvier 2006 pris en application de l'ordonnance n° 2005-1528 du 8 décembre 2005 relative à la création du régime social des indépendants et modifiant le code de la sécurité sociale ;

VU le décret du 30 juin 2006 portant nomination du directeur général de la caisse nationale du régime social des indépendants ;



VU l'arrêté du 21 juin 2006 fixant les modèles de statuts des caisses de base du régime sociale des indépendants communes aux groupes professionnels des artisans, des industriels et commerçants ;

VU la délibération du conseil d'administration du régime social des indépendants de Lorraine, en date du 10 juillet 2006, relative aux statuts ;

#### A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> : Sont approuvés les statuts de la caisse de base du régime social des indépendants de Lorraine, votés par le conseil d'administration le 10 juillet 2006 et transmis à la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine le 2 août 2006.

La caisse, dont le siège est situé à NANCY, est enregistrée sous le numéro 54-RSI-1.

Article 2 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au bulletin officiel de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements concernés.

Le Préfet de la Région Lorraine  
Pierre-René LEMAS

### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

#### **Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/94 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté n° 06/16 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au centre psychothérapique de Nancy pour l'exercice 2006 N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 056 - N° FINESS de l'établissement : 54 0014 073**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.162-22-16 et R.162-43 ;

VU le code de la santé publique, notamment l'article R.714-3-26 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et modifiant le code de la santé publique ;

VU la circulaire n° DHOS/F2/DSS/1A/2006/81 du 24 février 2006 relative à la campagne tarifaire 2006 des établissements de santé ;

VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

#### A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie du centre psychothérapique de Nancy est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 70 632 075 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur d'établissement, au Président du Conseil d'Administration, aux Organismes de Sécurité Sociale et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

#### **Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/95 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté n° 06/17 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2006 N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 114 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 312**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.162-22-16 et R.162-43 ;

VU le code de la santé publique, notamment l'article R.714-3-26 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et modifiant le code de la santé publique ;

VU la circulaire n° DHOS/F2/DSS/1A/2006/81 du 24 février 2006 relative à la campagne tarifaire 2006 des établissements de santé ;

VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

#### A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 412 794 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur d'établissement, au Président du Conseil d'Administration, aux Organismes de Sécurité Sociale, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/96 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté n° 06/18 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au centre de moyen séjour de Faulx pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 262 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 544**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.162-22-16 et R.162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R.714-3-26 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et modifiant le code de la santé publique ;  
VU la circulaire n° DHOS/F2/DSS/1A/2006/81 du 24 février 2006 relative à la campagne tarifaire 2006 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;  
VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie. ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup>- Le montant des ressources d'assurance maladie du centre de moyen séjour de Faulx est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 805 054 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur d'établissement, au Président du Conseil d'Administration, aux Organismes de Sécurité Sociale et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/97 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté n° 06/19 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 585**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.162-22-16 et R.162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R.714-3-26 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et modifiant le code de la santé publique ;  
VU la circulaire n° DHOS/F2/DSS/1A/2006/81 du 24 février 2006 relative à la campagne tarifaire 2006 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;  
VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie. ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup>- Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny est fixé pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 199 103 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur d'établissement, au président du Conseil d'Administration, aux organismes de Sécurité Sociale et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/98 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté n° 06/20 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de Bainville Sur Madon pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 668**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.162-22-16 et R.162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R.714-3-26 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et modifiant le code de la santé publique ;  
VU la circulaire n° DHOS/F2/DSS/1A/2006/81 du 24 février 2006 relative à la campagne tarifaire 2006 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie. ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

## A R R Ê T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques Pariset de Bainville Sur Madon est fixé pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 14 266 209 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur d'établissement, au président du Conseil d'Administration, aux organismes de Sécurité Sociale et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/99 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté n° 06/21 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont pour l'exercice 2006  
N° FINESS de l'entité juridique : 75 0721 334 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 726**

## LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.162-22-16 et R.162-43 ;

VU le code de la santé publique, notamment l'article R.714-3-26 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et modifiant le code de la santé publique ;

VU la circulaire n° DHOS/F2/DSS/1A/2006/81 du 24 février 2006 relative à la campagne tarifaire 2006 des établissements de santé ;

VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie. ;

VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

## A R R Ê T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont est fixé pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 673 244 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur d'établissement, au président du Conseil d'Administration, aux organismes de Sécurité Sociale et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/100 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté n° 06/22 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'association hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2006  
N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 437 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 858**

## LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.162-22-16 et R.162-43 ;

VU le code de la santé publique, notamment l'article R.714-3-26 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et modifiant le code de la santé publique ;

VU la circulaire n° DHOS/F2/DSS/1A/2006/81 du 24 février 2006 relative à la campagne tarifaire 2006 des établissements de santé ;

VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie. ;

VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

## A R R Ê T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'association hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 919 943 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur d'établissement, au Président du Conseil d'Administration, aux organismes de Sécurité Sociale et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/101 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté n° 06/23 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au C.O.C.E.E. de Flavigny pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 973**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.162-22-16 et R.162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R.714-3-26 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et modifiant le code de la santé publique ;  
VU la circulaire n° DHOS/F2/DSS/1A/2006/81 du 24 février 2006 relative à la campagne tarifaire 2006 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;  
VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie. ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup>- Le montant des ressources d'assurance maladie du C.O.C.E.E. de Flavigny est fixé pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 6 677 245 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur d'établissement, au Président du Conseil d'Administration, aux organismes de sécurité sociale et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/102 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté n° 06/24 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'hôpital local intercommunal de Pompey pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0003 399 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 270**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.162-22-16 et R.162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R.714-3-26 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et modifiant le code de la santé publique ;  
VU la circulaire n° DHOS/F2/DSS/1A/2006/81 du 24 février 2006 relative à la campagne tarifaire 2006 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;  
VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie. ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup>- Le montant des ressources d'assurance maladie de l'hôpital local intercommunal de Pompey est fixé, pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 376 313 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur d'établissement, au Président du Conseil d'Administration, aux organismes de sécurité sociale et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/103 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté n° 06/25 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0019 726 - N° FINESS de l'établissement : 54 0009 701**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.162-22-16 et R.162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R.714-3-26 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et modifiant le code de la santé publique ;  
VU la circulaire n° DHOS/F2/DSS/1A/2006/81 du 24 février 2006 relative à la campagne tarifaire 2006 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie. ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

## A R R Ê T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Régional de Réadaptation est fixé pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 35 683 984 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur d'établissement, au Président du Conseil d'Administration, aux organismes de Sécurité Sociale et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/104 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté n° 06/26 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0019 007 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 148**

## LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.162-22-16 et R.162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R.714-3-26 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et modifiant le code de la santé publique ;  
VU la circulaire n° DHOS/F2/DSS/1A/2006/81 du 24 février 2006 relative à la campagne tarifaire 2006 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;  
VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie. ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

## A R R Ê T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé est fixé pour l'année 2006, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 683 586 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur d'établissement, au Président du Conseil d'Administration, aux organismes de Sécurité Sociale et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N°06/105 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté N°06/29 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la maternité régionale pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 031 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 015**

## LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 19 888 020 €.

Article 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 8 887 231 €.

Article 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

470 553 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N°06/106 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté N°06/30 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Saint-Charles de Toul pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 049 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 023**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Saint Charles de Toul est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 8 382 110 €.

Article 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 953 682 €.

Article 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

964 633 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier Saint Charles de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/107 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté N°06/31 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0014 081 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 072**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière de BACCARAT est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 335 245 €.

Article 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 18 689 €.

Article 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maison Hospitalière de BACCARAT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N°06/108 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté N°06/32 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 000 080 - N° FINESS de l'établissement : 54 000 155**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 13 016 520 €.

Article 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 716 005 €.

Article 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/109 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté N°06/33 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont à Mousson pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 106 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 296**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

VU le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Pont à Mousson est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 715 599 €.

Article 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 5 714 487 €.

Article 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 447 585 €.

Article 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

799.940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de Pont à Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/110 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté N°06/34 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 122 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 395**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

VU le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 507 427 €.

Article 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 934 368 €.

Article 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 115 107 €.

Article 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 7** - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/111 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté N°06/35 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 767 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 070**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Briey est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

**Article 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 7 723 501 €.

**Article 3** - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 22 047 439 €.

**Article 4** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 148 706 €.

**Article 5** - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1.294.020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

28.421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

**Article 6** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 7** - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice du Centre Hospitalier de Briey sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/112 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté N°06/36 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 866 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 096**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

**Article 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 554 271 €.

**Article 3** - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 23 449 128 €.

**Article 4** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 352 576 €.

**Article 5** - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1.129.327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

28.421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

**Article 6** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 7** - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/113 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté N°06/37 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joëuf pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0000 882 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 104**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;  
VU le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;



VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière de Joeuf est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 542 306 €.

Article 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 1 060 804 €.

Article 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 227 294 €.

Article 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'Association Hospitalière de Joeuf sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/114 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté N°06/38 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à VANDOEUVRE pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 0003 019 - N° FINESS de l'établissement : 54 0001 286**

## LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

VU le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis Vautrin à VANDOEUVRE est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 17 929 354 €.

Article 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 9 651 603 €.

Article 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Alexis Vautrin de VANDOEUVRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/115 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté N°06/39 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2006**  
**N° FINESS de l'entité juridique : 54 002 078 - N° FINESS de l'établissement : 54 001 138**

## LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

VU le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 193 256 €.

Article 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 186 477 109 €.

Article 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 77 149 864 €.

Article 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 864 686 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

443 731 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

458 400 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté ARH-DDASS 54 N° 06/116 du 8 août 2006 modifiant l'arrêté N°06/40 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2006 - N° FINESS de l'entité juridique : 54 0020 112 - N° FINESS de l'établissement : 54 0000 163**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

VU le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'avis de la commission exécutive en date du 13 juillet 2006 ;

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur est fixé, pour l'année 2006, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 727 656€.

Article 3 - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 21 052 630 €.

Article 4 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 028 752 €.

Article 5 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Secrétaire Général du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Arrêté n° 30/2006 du 15 juin 2006 portant désignation des membres de l'Observatoire Régional des Médicaments, des Dispositifs Médicaux et des Innovations Thérapeutiques (OMEDIT)**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION

VU le décret n°2005-1023 du 24 août 2005 relatif au contrat de bon usage des médicaments, produits et prestations mentionné à l'article L162-22-7 du code de la sécurité sociale,

VU la circulaire n° DHOS/E2/DSS/1C/2006/30 du 19 janvier 2006 relative à la mise en œuvre du contrat de bon usage des médicaments, produits et prestations mentionné à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : La composition de la commission plénière de l'OMEDIT est fixée comme suit :

Présidente :

Mme le Dr Edith DUFAY

Vice présidente :

Melle le Dr Christel PIERRAT

Collège 1 : Représentants des établissements de santé

Mme le Dr Marie Pierre BONNEFOI

Mr le Dr Jean-Pascal COLLINOT

Mr le Pr Thierry CONROY

Mme le Dr Marie Françoise DUVERNOY

Mr le Dr Sébastien GEORGET

Mr le Dr Bernard GUSTIN

Mr le Dr Cyrille JEANNOËL

Mr le Dr Khalife KHALIFE

Mme le Dr Than LECOMPTE

Mr le Pr Pierre LEDERLIN

Mme le Dr Isabelle MAY

Mr le Pr Thierry MAY

Mr le Dr Bernard MONTINET

Mme le Dr Anna NITYCHORUK

Mr le Dr François PANES

Mr le Dr Jean Xavier PAUTOT

Mme le Dr Françoise-Marie RAFFY

Mme le Dr Maria SCHWARZENBART

Mr le Dr Philippe TAGU

Mr le Dr Jean Louis TASSIN

Mr le Pr Denis WAHL

Mr le Pr Pierre GILLET - Pharmacologue

Mme le Dr Christiane REVILLE – Médecin DIM

Mme le Dr Nathalie THILLY – Pharmaco-épidémiologiste

Mr Patrick AUBLET-CUVELIER - Cadre supérieur de santé

Collège 2 : Représentants des institutions

Mr le Dr Thierry DOUMERGUE – Médecin inspecteur, Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales

Mr Patrick MARX – Directeur de la Mission Régionale de Santé

Mr le Dr Jean Pierre MATHE – Pharmacien conseil chef de service, Direction Régionale du Service Médical Nord Est

Mme le Dr Chantal PAULUS – Pharmacien Inspecteur Régional de la pharmacie, Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales

Mr le Dr François SEILLER – Médecin conseil, Direction Régionale du Service Médical d'Alsace Moselle

Mme Nathalie STAUDT – Caisse Régionale d'Assurance Maladie Nord Est

Collège 3 : représentants des fédérations hospitalières

Mme Stéphanie CHANGARNIER – représentant de la FEHAP

Mr le Dr Jacques DELFOSSE – représentant de la FHP

Mr le Dr Jean Jacques LAHET – représentant de la FHF

Mr Alain VERDIER – représentant de la FNCLCC

Collège 4 : représentants des conférences de présidents de CME

Mr le Dr Arnaud HUEBER – représentant des présidents de CME des établissements privés

Mme le Dr Catherine DEMANGE – représentant des présidents de CME des établissements publics

Mr le Dr Noël BAILLE – représentant des présidents de CME des établissements PSPH

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle, du département de la Meuse, du département de la Moselle et du département des Vosges.

Nancy, le 15 juin 2006

Le Directeur de l'A.R.H. de Lorraine,  
Jacques SANS

---

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE****Arrêté 2006-1.54.7 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail,

VU les articles R. 129-1 à R. 129-5 du code du travail,

VU les articles D. 129-1 à D. 129-37 du code du travail,

VU la circulaire ANSP n° 2006-2 du 11 janvier 2006 relative à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU la demande d'agrément présentée par la SARL MajorDom, sise 23 boulevard de l'Europe à VANDOEUVRE, le 14 avril 2006,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> – La SARL MajorDom, sise 23 boulevard de l'Europe à VANDOEUVRE, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Entretien de la maison et travaux ménagers ;

Petits travaux de jardinage ;

Prestations de petit bricolage dites 'hommes toutes mains' ;

Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans ;

Soutien scolaire ;

Cours au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes ;

Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

Livraison de repas à domicile ;

Collecte et livraison de linge repassé ;

Livraison de courses à domicile ;

Assistance informatique et Internet à domicile ;

Soins et promenades d'animaux domestiques, pour les personnes dépendantes ;

Gardiennage et surveillance temporaire, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

Assistance administrative au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Article 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément. La SARL MajorDom s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Article 3 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Fait à Nancy, le 3 mai 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

---

**Arrêté 2006-1.54.9 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail,

VU les articles R. 129-1 à R. 129-5 du code du travail,

VU les articles D. 129-1 à D. 129-37 du code du travail,

VU la circulaire ANSP n° 2006-2 du 11 janvier 2006 relative à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU la demande d'agrément présentée par l'Entreprise Individuelle Info School, sise 41 rue de Lorraine à LUNEVILLE, le 6 mars 2006,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> – L'Entreprise Individuelle Info School, sise 41 rue de Lorraine à LUNEVILLE, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Assistance informatique et Internet à domicile.

- Mode d'intervention : Prestataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Article 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'Entreprise Individuelle Info School s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Article 3 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Fait à Nancy, le 3 mai 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

---

**DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**  
**AFFAIRES DEPARTEMENTALES**

**Arrêté d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2001.624 du 17/07/2001 Art. 8

VU le décret n° 2002.571 du 22/04/2002 Art. 6

VU l'Arrêté Préfectoral du 20/12/2002 instituant La Commission d'agrément au sein du Conseil Départemental de l'Education Populaire,

VU l'avis émis par la Commission Départementale d'Agréments J.E.P. en sa séance du 13 juin 2006,

VU l'Arrêté Préfectoral du 20/12/2004 portant délégation de signature à M. Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,

SUR proposition de ce dernier :

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Les associations désignées ci-dessous et domiciliées dans le département de Meurthe-et-Moselle, sont agréées comme associations de Jeunesse et d'Education Populaire et affectées des numéros d'agrément suivants :

- Fêtes et Loisirs de la Tuilotte en Foyer Rural de Forcelles Saint-Gorgon  
54330 FORCELLES SAINT GORGON n° 54-2374
- Centre Aéré du Pays Audunois  
Mairie - 54560 AUDUN LE ROMAN n° 54-2375
- Base de Loisirs S.O.L.A.N (Serry Orne Loisirs Aventure Nature)  
1, Hameau de Serry - 54580 MOINEVILLE n° 54-2376
- NEOMYS  
240, rue de Cumène - 54230 NEUVES-MAISONS n° 54-2377
- Association Culturelle Juive de Nancy  
55, rue des Ponts - 54000 NANCY n° 54-2378
- Union Locale des MJC du Val de Lorraine  
1, rue de la Moselle - 54340 POMPEY n° 54-2379
- G.E.A.S. (Groupement d'Employeurs de l'Animation Socioculturelle)  
4, Place du général de Gaulle - 54200 TOUL n° 54-2380
- Association de Soutien aux Activités Educatives « FRANCAS »  
11/13 rue Laurent Bonnevey - 54100 NANCY n° 54-2381
- Association Famille Rurale Ancerville-Halloville  
Mairie - 54450 ANCERVILLER n° 54-2382
- Association Familiale de Bertrichamp  
Mairie - 54120 BERTRICHAMP n° 54-2383

Article 2 : Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional Adjoint  
De la Jeunesse et des Sports,  
Bernard FUSS

**Arrêté d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2001.624 du 17/07/2001 Art. 8

VU le décret n° 2002.571 du 22/04/2002 Art. 6

VU l'Arrêté Préfectoral du 20/12/2002 instituant La Commission d'agrément au sein du Conseil Départemental de l'Education Populaire,

VU l'avis émis par la Commission Départementale d'Agréments J.E.P. en sa séance du 13 juin 2006,

VU l'Arrêté Préfectoral du 20 décembre 2004, portant délégation de signature à M. Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,

SUR proposition de ce dernier :

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Les associations désignées ci-dessous et domiciliées dans le département de Meurthe-et-Moselle, agréées comme associations de Jeunesse et d'Education Populaire et affectées des numéros d'agrément suivants se voient retirer ce numéro :

Associations renouvelées (n'ayant jamais fait l'objet d'une radiation) :

- Association Famille Rurale Ancerviller-Halloville  
Mairie - 54450 ANCERVILLER n° 54-323 A 09/12/1985
- Association Familiale de Bertrichamp  
Mairie - 54120 BERTRICHAMP n° 54-586 A 27/03/1995

Associations n'ayant jamais fait l'objet d'une radiation :

- Eveil talents richesses d'expression  
14, rue Jeanne d'Arc - 54730 GORCY n° 54-560 A 09/06/1993
- Maison pour tous  
31 grande rue - 54480 SAINT MAURICE AUX FORGES n° 54-564 A 09/06/1993
- Association Familiale Rurale Val et Châtillon  
Mairie - Grande rue - 54480 VAL ET CHATILLON n° 54-566 A 09/06/1993
- Association Familiale de Blâmont  
Mairie - 16 Place du Général de Gaulle - 54450 BLAMONT n° 54-563 A 09/06/1993
- DAM'J  
Maison des Associations - 2 bis rue Jean Moulin - 54360 DAMELEVIÈRE n° 54-570 A 01/04/1994
- Big Ban Clowns  
54500 TOMBLAINE n° 54-569 A 01/04/1994
- Maison pour Tous  
Mairie - 6, rue de la Libération - 54540 SAINTE POLE n° 54-572 A 29/04/1994
- MJC BIONVILLE-ALLARMONT  
Mairie - MPT des deux lacs - 54540 BIONVILLE n° 54-573 A 29/07/1994
- Centre culturel Jean Villar  
Mairie - 2, rue du Colonel Fabien - 54490 PIENNES n° 54-574 A 24/11/1994
- Association des jeunes de Notre Dame de Lourdes  
149, rue du général Leclerc - 54000 NANCY n° 54-576 A 24/11/1994
- Musica Viva  
3, rue du général de Gaulle - 54870 CONS LA GRANVILLE n° 54-582 A 27/03/1995
- La Gueriotte  
33, rue Adrien Michaut - 54120 BACCARAT n° 54-589 A 27/03/1995
- ALPE Association lorraine des Parents d'Elèves  
Mairie - 9, rue de Saulxures - 54525 PULNOY n° 54-588 A 27/03/1995
- Association Aquaminefos  
Mairie - 16, rue du Colonel Fabien - 54580 AUBOUÉ n° 54-580 A 27/03/1995
- Club du Griolot  
11 rue Gambeta - Place du Marronnier - 54800 THUMEREVILLE n° 54-584 A 27/03/1995
- Rencontres Musicales en Lorraine  
chez M. Leclère - 3, rue des Jardiniers - 54000 NANCY n° 54-592 A 17/07/1995

- Tourisme et loisirs Au Père Hilarion Maison Forestière Père Hilarion - Bois le Prêtre - 54700 MONTAUVILLE	n° 54-596	A 17/07/1995
- Association Haussonville Avenir 4 allée des Coquelicots - 54000 NANCY	n° 54-594	A 17/07/1995
- CRIL 54 17 D rue Laurent Bonnevey - Tilleul Argenté - 54100 NANCY	n° 54-593	A 17/07/1995
- LES GENS DU VILLAGE 3, rue de l'Eglise - 54340 POMPEY	n° 54-598	A 22/09/1995
- Association pour l'animation Pédagogique des Musées de Nancy 64 grande rue - BP 3328 - 54014 NANCY	n° 54-599	A 22/09/1995
- Atelier artistique Ecole Jean Jaurès - 66, rue Pasteur - 54310 HOMECOURT	n° 54-606	A 23/01/1996
- Association des travailleurs maghrébins de France, section de Meurthe et Moselle ATMF 6, rue de Lisbonne - BP 177 - 54500 VANDOEUVRE	n° 54-600	A 23/01/1996
- Ca respire encore 126 bis rue St Dizier - 54000 NANCY	n° 54-605	A 23/01/1996
- ASCOT 2, rue des Glaieuls - 54350 MONT SAINT MARTIN	n° 54-603	A 23/01/1996
- Groupe des Etudiants Catholiques 35 cours Léopold - 54000 NANCY	n° 54-615	A 03/06/1996
- Association Passions 4, rue des Dominicains - 54000 NANCY	n° 54-617	A 03/06/1996
- Association sports et loisirs 2, rue de Verdun - 54150 LUBEY	n° 54-627	A 21/10/1996
- Club des Jeunes Mairie - 54490 PIENNES	n° 54-620	A 21/10/1996
- Association HLM Anim HLM les Bergeronnettes E1 - rue du Port - 54700 PONT A MOUSSON	n° 54-618	A 21/10/1996
- Bouxières Evasion 75, rue de l'Armée Patton - 54770 BOUXIERES AUX CHENES	n° 54-629	A 04/02/1997
- Association Rings 43, rue du Rempart - 54300 LUNEVILLE	n° 54-634	A 04/02/1997

Article 2 : Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,  
Bernard FUSS

#### DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT CABINET (SECRETARIAT)

#### Arrêté n° 2006/003/DDE/CAB constatant la création du périmètre de transports urbains du Syndicat des Transports de l'Agglomération Toulaise

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée, d'orientation des transports intérieurs, notamment son article 27,  
VU le décret n° 85-891 du 16 août 1985 modifié, relatif aux transports urbains de personnes et aux transports non urbains de personnes,  
VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 1971 constatant la création du périmètre de transports urbains de Toul,  
VU la délibération prise par le comité syndical du Syndicat des transports de l'agglomération toulaise, au cours de sa séance du 17 janvier 2006, demandant la création du périmètre de transports urbains du Syndicat des transports de l'agglomération toulaise,  
VU la délibération prise par la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle, au cours de sa séance du 12 mai 2006, émettant un avis favorable à la création du périmètre de transports urbains du Syndicat des transports de l'agglomération toulaise,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### A R R Ê T E

Article 1 : L'arrêté préfectoral du 29 novembre 1971 constatant la création du périmètre de transports urbains de Toul est abrogé.

Article 2 : Il est constaté la création du périmètre de transports urbains du Syndicat des transports de l'agglomération toulaise, correspondant au territoire des communes adhérentes à l'établissement public précité, à savoir : Chaudeney-sur-Moselle, Ecrouves et Toul.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, Mme la présidente du Syndicat des transports de l'agglomération toulaise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, aux maires des communes de Chaudeney-sur-Moselle, Ecrouves et Toul, au directeur départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle  
Nancy, le 14 août 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

#### SERVICE DE L'HABITAT – ANALYSE FINANCIERE

#### Arrêté modifiant la composition du conseil d'administration de l'OPAC de Nancy

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d' Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R 421-7 à R 421-9 et R 421-11 ;  
VU l'arrêté interministériel [Intérieur, aménagement du territoire, logement, économie] du 2 décembre 1994 relatif à la transformation de l'office public d'habitation à loyer modéré de Nancy en office public d'aménagement et de construction ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2001 modifié ;  
VU la nouvelle désignation effectuée ;  
VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'équipement ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R Ê T E

Article 1<sup>er</sup> – Monsieur Gérard HAUMONTE est nommé membre du conseil d'administration de l'OPAC de Nancy, en remplacement de Madame Chantal DEHAYE.

Article 2 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée au maire de la Ville de Nancy, ancien ministre, président du conseil d'administration, au directeur départemental de l'équipement, au directeur de l'OPAC de Nancy et à chacun des membres intéressés.  
Nancy, le 1<sup>er</sup> août 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

#### AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT DELEGATION LOCALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### Décision n°2006.01 – Délégation de signature

Monsieur Régis STENGER, délégué local de l'ANAH auprès de la commission d'amélioration de l'habitat du département de Meurthe et Moselle, nommé par décision du directeur général de l'ANAH en date du 01 septembre 2005, prise par application de l'article R 321.11 du Code de la Construction et de l'Habitation.

## D E C I D E

Article 1<sup>er</sup> : Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle ROUYER-VANNIER, déléguée locale adjointe, à effet de signer les actes suivants :

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, y compris les autorisations de commencer les travaux dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur ;
- la notification des décisions prises par la Commission d'Amélioration de l'Habitat ou par des instances supérieures ;
- la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution des subventions ;

Article 2 : Délégation est donnée à Mesdames Christine NACHTSHEIM, Joëlle BEUCLAIR, Dominique GERARD, Christa WINGLER, Marie Claire PESTELARD et Messieurs Gérard KREBS et Sylvain ANCEL instructeurs, aux fins de signer :

- les accusés de réception des demandes de subvention ;
- les demandes de pièces complémentaires et autres courriers nécessaires à l'instruction courante des dossiers et à l'information des demandeurs ;
- les autorisations de commencer les travaux, lorsque le délégué est compétent.

Article 3 : La présente décision prend effet à compter du 01/09/2006.

Article 4 : Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à M. le directeur départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle, pour publication au recueil des actes administratifs du département ;
- à M. le directeur général de l'ANAH ;
- à M. l'agent comptable ;
- à M. le directeur territorial ;
- aux intéressé(e)s.

Fait à Nancy, le 29 août 2006

Le délégué local,  
Régis STENGER

---

**AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI**  
*DIRECTION DELEGUEE MEURTHE-ET-MOSELLE SUD*

**Décision**

Il a été décidé les nominations de :

- Madame Sigrid BIGORGNE, au titre de Directeur de l'Agence Locale pour l'Emploi de VANDOEUVRE le 17 août 2006,
- et
- Madame Sylvie MANSUY, au titre de Directeur de l'Agence Locale pour l'Emploi de NANCY SAINT-THIEBAUT le 17 août 2006.

A ce titre, Mesdames BIGORGNE et MANSUY seront habilitées à prendre des décisions concernant la gestion de la liste des demandeurs d'emploi par délégation du Directeur Général pour l'étendue du Département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 août 2006

Le directeur délégué,  
Dominique MEYER

---

**CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY**  
*DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES*

**Avis de concours sur titres pour le recrutement d'un masseur-kinésithérapeute de classe normale**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Briey situé à Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 7 décret n° 89-609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statut particulier des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 1 poste de masseur-kinésithérapeute vacant dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats remplissant les conditions générales d'accès à la fonction publique hospitalière :

- titulaires du diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute ou d'un titre de qualification admis comme équivalent,
- inscrits au tableau de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes,
- âgés de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours,
- pour les candidats européens, être ressortissants des Etats membres de la Communauté Européenne ou des autres Etats parties à l'accord sur l'espace économique européen, titulaires d'un diplôme reconnu équivalent et avoir obtenu une autorisation d'exercice.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et notamment le diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey  
31 Avenue Albert de Briey  
B.P. 99  
54 151 BRIEY CEDEX

Fait à Briey, le 30 août 2006

La directrice,  
D. LAMBALLAIS

